

Malakoff, le 20 mai 2020

Décision n° 2020 - 45 portant délégation de signature – Mme Viviane LE THOMAS

La Directrice générale de l'EPIDE,

Vu le code de la défense, notamment son article R 3414-18 ;

Vu le décret du 18 mai 2020 portant nomination de la directrice générale de l'Etablissement public d'insertion de la défense ;

Vu la décision n° 2016-37 portant nomination d'un directeur de centre,

Décide :

Art. 1^{er} – Délégation permanente est donnée à Mme Viviane LE THOMAS, directrice du centre d'Alençon, à l'effet de signer, au nom de la directrice générale :

1° en matière de gestion des volontaires à l'insertion :

- a) la lettre de convocation des candidats au volontariat pour l'insertion ;
- b) l'ensemble des correspondances relatives au recrutement (mises en attente, différés dans l'admission, refus) ;
- c) le contrat de volontariat pour l'insertion et ses avenants (renouvellement, suspension, transfert, modification d'état civil),
- d) l'attestation de fin de contrat de volontariat pour l'insertion ;
- e) l'attestation de présence des volontaires pour l'insertion ;
- f) la convention de stage des volontaires pour l'insertion ;
- g) la résiliation de contrat de volontariat pour l'insertion pendant la période de rétractation ;
- h) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion suite à la démission du volontaire pour l'insertion ;
- i) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion à l'initiative de l'EPIDE (absences injustifiées, inaptitude, situation incompatible avec les exigences du programme, non retour après suspension) ;
- j) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion au motif d'insertion ;
- k) la résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion pour réorientation du volontaire pour l'insertion ;
- l) la requalification des motifs de la résiliation d'un contrat de volontariat pour l'insertion ;
- m) la convention générale tripartite de formation au permis de conduire ;
- n) l'attestation de parcours citoyen ;
- o) le contrat de soutien pour les volontaires à l'insertion ;

- p) le renvoi à titre conservatoire ;
- q) les mesures disciplinaires mentionnées en annexe de de la présente délégation de signature ;
- r) la retenue financière pour dégradation du matériel ;
- s) l'attribution de secours d'urgence ;
- t) la déclaration d'accident.

2° en matière de gestion des agents du centre d'Alençon :

- a) l'attribution de la prime individuelle ;
- b) l'octroi de congés et les autres autorisations d'absence du personnel (CP, RTT, reports) ;
- c) l'avertissement ;
- d) le blâme ;
- e) le procès-verbal d'installation ;
- f) l'ordre de mission ponctuel pour le territoire métropolitain ;
- g) l'indemnisation des nuitées des temps de cohésion ;
- h) la déclaration d'accident du travail.

3° en matière d'achats :

Tout engagement de dépense jusqu'à 5 000 euros HT et 10 000 euros HT s'il découle d'un marché.

4° divers

- a) les contrats de ville ;
- b) les conventions et accords de partenariat n'emportant pas pour l'EPIDE d'engagement financier supérieur à 5 000 euros HT ;
- c) les conventions de stage concernant des stagiaires accueillis par le centre ;
- d) Les plaintes déposées au nom de l'EPIDE dans un commissariat de police ou dans une brigade de gendarmerie.

Art. 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Viviane LE THOMAS, la délégation de signature qui lui est donnée est exercée par M. Philippe LE CALVE, chef du service insertion professionnelle et formation du centre d'Alençon.

Art. 3 – La décision n° 2020 – 26 du 11 février 2020 est abrogée.

Art. 4 - La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Art. 5 – Le secrétaire général est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de l'établissement.



Florence GERARD-CHALET

Annexe : sanctions disciplinaires,
telles que définies à l'article 4 du décret n°2005-886 relatif à la discipline générale s'appliquant aux volontaires pour l'insertion et aux volontaires pour un contrat de service au sein de l'EPIDE

<u>sanction</u>	<u>prononcée par</u>
1° l'exclusion provisoire de certaines activités	Directeur du centre
2° l'interdiction temporaire d'accès aux lieux de loisirs	Directeur du centre
3° l'accomplissement de travaux d'utilité générale supplémentaires	Directeur du centre
4° la privation de sortie	Directeur du centre
5° l'avertissement	Directeur du centre
6° le blâme	Directeur du centre
7° l'exclusion temporaire du centre	Directeur général sur proposition du directeur du centre après avis du conseil de discipline.
8° la cessation anticipée du volontariat pour l'insertion	Directeur général sur proposition du directeur du centre après avis du conseil de discipline.